

De l'engagement à la politique : qu'est-ce qui fait bouger les jeunes des quartiers populaires ?

Cette fiche s'appuie sur une recherche participative – Pop-Part – conduite dans dix quartiers populaires¹ d'Île-de-France de 2017 à 2021 par une équipe de chercheurs en sciences sociales, une quinzaine de professionnels de la jeunesse et cent-vingt jeunes habitants des quartiers populaires².

Que représente l'engagement social et politique pour les jeunes des quartiers populaires ? Est-il différent de celui des générations précédentes ou de la jeunesse en général ? Quelles sont les valeurs et les motivations qui les poussent à s'engager ? Leur perception des inégalités et des discriminations leur confère-t-elle une singularité ?

UN RAPPORT DISTENDU À LA POLITIQUE INSTITUTIONNELLE MAIS UN INTÉRÊT POUR LE POLITIQUE

« *La politique, ça ne m'intéresse pas* », affirment en majorité les jeunes. Mais quand ils expliquent ce qu'ils connaissent, pensent ou font, une autre réalité apparaît. Leur rapport à la politique est intimement lié à cette conscience aiguë des inégalités sociales qui frappent leur quartier et plusieurs se plaignent que les élus n'aient pas connaissance des problématiques des jeunes des quartiers.

Le rapport des jeunes des quartiers populaires à la politique, comme pour tous ceux de leur génération, se construit et entrecroise trois cercles : le lieu de vie, la parenté et la vie sociale.

Cela va être l'histoire du quartier, ses événements et leur mémoire comme à Clichy-sous-Bois où les jeunes ont hérité de la mémoire de la mort de Zyed et Bouna, qui a déclenché les « émeutes » de 2005.

Pour d'autres, le rôle des familles est important : l'écoute des informations ou des débats télévisés lors des élections, le vote d'une sœur pour des jeunes de Corbeil, l'engagement d'un père militant (en France, au Congo...), ou d'oncles (en Gambie pour une jeune d'Aubervilliers, dans différents pays d'Afrique pour un jeune de Pantin).

Défiants à l'égard des élus et de la « politique politicienne », les jeunes dessinent en contrepoint un rapport à la politique fondé sur un pouvoir d'agir. Ce qui importe à leurs yeux, ce sont des « politiques concrètes ».

QUARTIER, FAMILLE, CONTEXTE INTERNATIONAL : DES RESSORTS SPÉCIFIQUES DE L'ENGAGEMENT

Les engagements des jeunes de quartiers populaires témoignent de la grande diversité de leurs trajectoires et de leurs situations. Mais ils ont en commun d'exprimer leurs envies fortes de contribuer, d'initier, d'agir et de peser sur des situations concrètes. En cela, ils ne diffèrent sans doute pas des jeunes vivant dans d'autres quartiers ou appartenant à d'autres milieux sociaux. Mais leurs engagements sont marqués par l'expérience de la stigmatisation et de la discrimination, par une conscience forte et diffuse des inégalités. Ils se développent à la fois tout près, dans le quartier et dans la ville, entre territoires de banlieue et sur des problématiques internationales telles celle du développement et des migrations.

Leurs engagements s'exercent sur des enjeux qui concernent directement les jeunes, eux ou leurs proches, et plus largement par une sensibilité aux injustices. Ils peuvent se mobiliser pour défendre l'égalité dans la scolarité, contre la réforme du bac et la mise en œuvre de Parcoursup, pour l'accueil des réfugiés et des actions de solidarité ici et ailleurs. Quelques exemples : les jeunes impliqués dans cette recherche organisent des maraudes à Paris, des distributions alimentaires pendant le confinement, des chantiers en Afrique, ou encadrent les petits et petites du quartier pour leur éviter des parcours de délinquance. Par contre, peu ont participé aux mobilisations lycéennes pour le climat.

Les actions dans lesquelles les jeunes des quartiers populaires s'investissent valorisent des savoir-faire d'organisation et de mobilisation de leur réseau. Une façon de faire face aux blocages auxquels ils et elles s'affrontent, notamment à l'école et d'affirmer le droit d'exister socialement.

Leurs mobilisations sont souvent ponctuelles ; elles s'inscrivent dans des réseaux multiples, et répondent, comme pour les jeunes en général, à une exigence d'action et d'efficacité. Les réseaux sociaux représentent des outils majeurs de mobilisation mais aussi de valorisation de leurs actions. Il ne s'agit pas pour eux de s'inscrire dans la durée ni d'avoir prise sur le long terme. Ils veulent être efficaces là et maintenant.

1. La notion de quartier populaire fait l'objet de beaucoup de discussions scientifiques. Nous les définissons ici comme des territoires où habitent majoritairement des groupes sociaux appartenant aux classes populaires dans leurs diversités, c'est-à-dire situés en bas de l'échelle socio-économique. On notera que les jeunes eux-mêmes emploient peu cette expression à laquelle ils préfèrent celle de « quartier ».

2. <https://jeunesdequartier.fr/> – Jeunes de quartier, Le pouvoir des mots, Collectif Pop-Part, Coordonné par Marie-Hélène Bacqué et Jeanne Demoulin, C&F éditions, 2021

DE L'ENGAGEMENT À LA POLITIQUE : UNE CONSTRUCTION INÉGALE

Si la conscience sociale des jeunes des quartiers populaires ne se conjugue pas avec une conscience politique structurée et revendiquée, pour autant, leur vie ne s'apparente ni à un désert ni à un ghetto politique. Mais l'intensité des rapports à la politique diffère, comme dans le reste de la société, selon les trajectoires et les lieux de vie. Même dans les quartiers populaires où la

démobilisation électorale est la plus forte, des jeunes montrent un intérêt et un engagement pour la politique. Certains se sont d'ailleurs présentés aux élections municipales en 2020 à la suite de la recherche Pop Part.

D'une manière générale, leur expérience de la politique est avant tout une expérience sociale qui se décline en des formes multiples d'engagement, singulières ou collectives, innovantes et formatrices, sociales et politiques.

« L'arrivée d'exilés et de réfugiés aux portes de Paris nous concernait directement dans notre environnement proche. Cette situation avait débouché sur certaines tensions entre des jeunes de la ville et ces exilés : les jeunes voyant leur arrivée comme une détérioration de leur quartier, qui était déjà selon eux bien trop détérioré. Donc on s'est retrouvé au Lab' (structure jeunesse municipale pour les 18-25 ans) autour d'une exposition sur la guerre en Syrie et on s'est dit « Pourquoi on ne ferait pas un reportage sur les exilés en France ? ». Puis, au final, cette aventure nous a menés, caméra à la main, dans les camps du nord de la France (« jungle de Calais » et camp de Grande-Synthe) et en Grèce à Athènes et sur l'île de Chios, au large de la Turquie.

Est-ce que ça c'est proprement politique ? Je ne sais pas, mais en tout cas des jeunes viennent même sans avoir forcément conscience que la question de l'accueil des migrants en Europe est un rapport de force politique entre deux visions de la vie en collectivité. Ils se disent juste « je vais faire une bonne action, j'ai deux heures de mon temps ».

Ça vient peut-être avec le temps, l'engagement... »

Thibaut, Pantin

« Quand les immigrés essayaient de manifester, on leur disait : « Vous n'êtes pas dans votre pays, vous ne pouvez pas faire ça, vous ne pouvez pas vous plaindre. Soyez contents d'être là. » Mon père est né en Algérie, il est arrivé ici quand il avait 18 ans. On lui a toujours dit « tu n'es pas français, tu ne parles pas. » Il y avait cet état d'esprit, on n'est pas chez nous, on la boucle.

C'est comme si on nous disait : « vous les Arabes et les Noirs, ces problèmes-là vous les avez depuis longtemps mais c'est normal, si vous n'êtes pas contents rentrez chez vous ». Par contre, nous on est français, on est né ici, on a grandi ici, on va rester là, on aime la France.

Personnellement, je rentre chez moi dans le 77 mais je ne peux aller nulle part ailleurs. »

Ahmed, Vert-Saint-Denis

« J'ai l'impression que les banlieues, elles ne sont pas trop Gilets Jaunes. Ça a été tellement repris par les partis politiques que non, je ne veux pas m'engager. Par contre je comprends leur combat. Et franchement je suis bien contente. Car il y aurait des gens de banlieue dans les manifestations, on aurait mis la faute sur eux. Quand je regarde les manifestations à la télé et que je ne vois pas d'Arabes, je suis contente. Après, je ne sais pas s'il faut être concerné pour s'engager. »

Karima, Aubervilliers

« Il y a beaucoup de choses qui se font dans les quartiers... les maraudes, etc. Nous en fait on est dans un état d'esprit, avec plusieurs jeunes que je côtoie, on n'est pas politique, on n'est pas forcément organisé, associations, de choses officielles je veux dire. Les maraudes, c'est un groupe WhatsApp, donc voilà l'avantage des réseaux sociaux. On met « samedi prochain, on met tous dix euros sur la table, on est vingt, 200 euros, on va faire les courses, on demande à nos mères qu'elles préparent à manger, on fait ».

Il y a une famille qui va être en difficulté, qui va avoir du mal ou quoi, on va faire les démarches pour, on a des gens qui sont étudiants en droit, en médecine et tout. On va se mettre « en réseau », on va aider cette famille. Ce sont des choses ponctuelles... Et pareil pour la politique. Moi je suis « impliqué dans ma ville » mais sans parti ni rien. Je veux juste des choses qui soient logiques et qui soient bonnes pour ma ville. »

Zacharias, Nanterre